

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article33>



Deuxièmes Journées du Désarmement Nucléaire, Vénissieux, 24-26 octobre 2003

- Accueil - Dossiers -

Date de mise en ligne : dimanche 26 octobre 2003

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

COMMUNIQUE FINAL

Les 2ème Journées du Désarmement Nucléaire, organisées en commun par 9 associations françaises, membres du réseau international " Abolition 2000 " avec le soutien de la ville de Vénissieux ont rassemblé pendant 2 jours et demi 200 participants pour l'élimination et l'abolition des armes nucléaires dont des représentants des mouvements pacifistes du Japon, des USA, de Grande-Bretagne et du bureau des ONG auprès de l'O.N.U..

Ces Journées du Désarmement Nucléaire ont permis de mettre le doigt sur la contradiction entre les obligations légales de désarmement nucléaire fixées par l'article VI du Traité de Non Prolifération Nucléaire, rappelées en 1996 par le Tribunal International de La Haye et par la conférence de révision du TNP le 19 mai 2000 à New York, et le constat de la poursuite de la prolifération des armes nucléaires.

On assiste en effet d'une part à de nouveaux développements d'armes nucléaires dans les pays déjà nucléaires et d'autre part à des projets d'équipements d'armes nucléaires dans plusieurs nouveaux pays (Corée du Nord, Iran,).

Les associations organisatrices opposées aux armes nucléaires ont voulu faire de ces journées un moment d'échange sur des questions actuelles :

- ▶ Comment éliminer les armes nucléaires sans avoir recours à des guerres préventives comme le préconisent actuellement les USA ?
- ▶ Quelles sont les nouvelles armes développées par les pays nucléaires et quelles sont les nouvelles stratégies militaires ?
- ▶ Quelle relation entre le nucléaire civil et la prolifération des armes nucléaires
- ▶ Quels sont les problèmes de santé des civils et des militaires concernés par les essais nucléaires ?
- ▶ Quelle coopération internationale peut être développée pour un réel calendrier d'élimination des armes nucléaires ?

Le principal résultat des JDN est la décision de lancer une campagne nationale et internationale de re-mobilisation des opinions publiques pour obtenir l'élimination des armes nucléaires, dans la perspective de la révision du Traité de Non Prolifération en mai 2005 à l'ONU.

Dans le cadre de cette campagne, 3 initiatives complémentaires ont été décidées :

- ▶ Le soutien à la campagne du maire d'Hiroshima et des " maires pour la Paix " en faveur d'un programme d'élimination de toutes les armes nucléaires d'ici 2020.
- ▶ Une campagne au niveau européen, pour demander à la France, la Grande-Bretagne et l'Europe de faire des

propositions de désarmement nucléaire d'ici 2005

- ▶ Une campagne d'information, de débats et d'actions, en direction de l'opinion publique française pour l'élimination des armes nucléaires. Protestation contre les nouveaux équipements nucléaires militaires et contre l'augmentation du budget de la défense.

Les participants aux 2ème Journées du Désarmement Nucléaire appellent tous les citoyens à débattre activement du désarmement nucléaire et faire ainsi pression sur leurs dirigeants pour engager un véritable désarmement nucléaire afin d'aborder dans de meilleures conditions les prochaines réunions du Traité de Non Prolifération en 2004 et 2005.

"LE NUCLEAIRE CIVIL ET LA PROLIFERATION"

Atelier du samedi 25 octobre 2003 (13h 30-15 h)

Exposé introductif

par Jean-Marie Matagne (ACDN)

Les mythes ont la peau dure. Parmi ceux qui finiront peut-être par avoir la nôtre, il y a le mythe de l'Atome Pacifique, « Atom for Peace ». Comme si l'énergie nucléaire, sous prétexte que l'homme l'a domestiquée et qu'il finira bien par se domestiquer lui-même, pouvait jamais servir la paix ! Permettez-moi de citer à ce sujet G. David, un enseignant chercheur qui résumait ainsi le problème : « Les risques militaires du nucléaire sont inacceptables, les risques civils le sont aussi. Il s'agit bien du même nucléaire qui produit les mêmes effets : même centralisation, même anti-démocratie, mêmes pouvoirs financiers, même mépris, même croyance en une toute-puissance technologique. »

Hélas, ce mythe a trouvé et trouve encore de nombreux adeptes, particulièrement en France où la propagande d'Etat en faveur du nucléaire sous toutes ses formes l'a cultivé pendant plus d'un demi-siècle -depuis la création du Commissariat à l'Energie Atomique par le gouvernement d'union nationale du général de Gaulle, fin 1945. Ce mythe d'origine américaine a notamment servi à rendre bonne conscience aux savants ayant pris part au « projet Manhattan » ; il a entretenu la dangereuse illusion à l'ombre de laquelle s'est poursuivie à l'échelle mondiale la prolifération des armes nucléaires. En France, il a servi de paravent au CEA pour poursuivre secrètement, sans le moindre contrôle parlementaire et encore moins populaire, ses recherches militaires sous tous les gouvernements de la IVe République, puis pour fabriquer ouvertement la Bombe sous la Ve. Il va donc falloir débattre du mythe, pour lui substituer, du moins je l'espère, une évidence un peu plus rationnelle.

Comme le disait dès 1995 la déclaration fondatrice du réseau international « Abolition 2000 » dont nous nous réclamons tous ici : « Il nous faut assumer le lien inextricable (je souligne) entre les usages pacifiques et militaires des technologies nucléaires et la menace qui pèse sur les générations futures du fait de la production et de l'usage de matériaux radioactifs à très longue durée de vie. » « Assumer » signifie bien entendu « tenir compte de ce lien inextricable dans notre combat contre les armes nucléaires ». C'est-à-dire exiger à la fois l'élimination de toutes les armes de destruction massive, tant nucléaires que biologiques, chimiques ou émergentes (car il existe aussi un lien inextricable entre ces différentes armes), et l'abandon le plus rapide possible de l'énergie électro-nucléaire, grâce à des économies d'énergie et au recours à d'autres sources énergétiques.

Là encore, la volonté du réseau Abolition 2000 est parfaitement claire et cohérente : « Nous devons faire confiance à des techniques propres et sûres de production d'énergie renouvelable qui ne produisent pas de matériaux pour les

armes de destruction massive et n'empoisonnent pas notre environnement pour des milliers de siècles. Nous avons un droit inaliénable, non à l'énergie nucléaire, mais à la vie, à la liberté et à la sécurité des personnes dans un monde libéré des armes nucléaires. »

Mais pour s'en convaincre, il faut prendre au sérieux les leçons de l'histoire. D'abord, pour ne parler que d'événements majeurs, la leçon d'Hiroshima et de Nagasaki ; ensuite celle de Tchernobyl. Il faut aussi analyser les liens étroits -historiques, politiques et techniques- entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire. C'est ce qu'André Larivière et moi-même allons essayer de faire dans le peu de temps dont nous disposons. Le débat, heureusement, devrait nous permettre de revenir sur certains points.

Sur Hiroshima, je serai bref. Nous sommes tous d'accord pour proclamer : « Plus jamais ça ! ». Mais quand nous évoquons la ville-martyre d'Hiroshima, n'oublions jamais de lui associer celle de Nagasaki. Pas seulement en mémoire de toutes les victimes, mais aussi parce que son bombardement nous apprend quelque chose de terrifiant : il s'est fait sans nouvel ordre présidentiel, et le commandant de bord du Bock's Car l'a décidé en infraction aux consignes militaires, qui prévoyaient un bombardement à vue, et non au radar. Ce jeune Dr Folamour s'appelait le major Sweeney. Il s'est débarrassé de la bombe, qui pesait 5 tonnes, pour pouvoir rejoindre la base américaine la plus proche, alors que la réserve de carburant qui le lui aurait permis sans cela refusait de couler. Les victimes de Nagasaki, en dernière instance, doivent donc leur sort à un petit tuyau bouché.

Voilà qui en dit long sur la confiance à accorder à la technique humaine, mais aussi au contrôle dont les décideurs politiques sont censés disposer sur les événements. Quand bien même ils seraient sages, ils ne contrôlent en fait pas grand chose, surtout pas en période de crise -et nous y sommes désormais plongés en permanence. Mais peut-on tenir pour sages des gens qui s'arrogent le droit de jouer avec la vie de millions d'hommes ?

Le facteur humain, c'est aussi ce qu'a mis en évidence la catastrophe civile de Tchernobyl, apparemment produite par un concours d'erreurs des opérateurs techniques. Notamment de la part du directeur de la Centrale, qui s'est livré, s'il faut en croire une déclaration récente de M. Gorbatchev (dans une interview à Paris-Match, conjointe avec Nicolas Hulot), à une petite expérience destinée à alimenter ses propres recherches universitaires. Qui l'eût cru ? Il est vrai qu'une dizaine d'années avant Tchernobyl, les statistiques du Rapport Rasmussen avaient savamment établi qu'un « accident nucléaire » provoquant « 10 décès rapides » n'avait de chance de se produire, pour un parc de 100 réacteurs, qu'une seule fois en 30 000 ans. L'Ukraine, avec ses quelques réacteurs, n'a vraiment pas eu de chance. Nous non plus, puisque les nuages radioactifs, on le sait depuis peu, ne se sont pas arrêtés à la frontière et que le nombre de cancers déclarés a augmenté en France de plus de 60 % en 20 ans.

Enfin, soyons justes : Tchernobyl n'est pas seul en cause. L'Uranium Appauvri (appauvri en U235, pas en radioactivité) utilisé en Irak pendant la guerre du Golfe de 1991, puis dans les Balkans, puis en Afghanistan, puis de nouveau en Irak cette année, y est aussi pour quelque chose. Mais je laisse à André le soin d'expliquer comment la filière nucléaire civile fournit l'UA des armes radiologiques et comment les particules volatiles d'U 238, voire d'autres nucléides, prennent le chemin de nos poumons et de ceux de nos enfants beaucoup plus sûrement que la fumée de cigarette.

Ce qu'il faut retenir de ces quelques rappels historiques, c'est que la technologie nucléaire est tellement complexe et tellement dangereuse qu'on ne peut absolument pas prendre avec elle, à une échelle spatiale et temporelle qui dépasse l'entendement, les risques qu'on prend avec d'autres technologies industrielles. Quant à prétendre qu'on pourrait établir entre le nucléaire militaire et le nucléaire civil une frontière étanche, par exemple en multipliant dans les contrats d'exportation les clauses restrictives que l'AIEA ferait ensuite respecter, c'est se faire de tragiques illusions. Toute l'histoire de la prolifération nucléaire depuis 1945 démontre le contraire, et il n'était pas nécessaire d'attendre les épisodes les plus récents -Irak, Corée du Nord, Iran- ni ceux qui restent à venir, pour en être convaincu. Si le TNP a échoué à empêcher la prolifération militaire, c'est justement parce qu'il a réussi à diffuser la

technologie civile. La France a joué en la matière un rôle particulièrement lamentable. Il reste fort peu de temps aux abolitionnistes français pour en tirer les conséquences politiques et « stratégiques ». Ces 2e JDN sont peut-être celles de la dernière chance.

André Larivière va expliquer pourquoi.

COMMENT LE NUCLEAIRE CIVIL FAVORISE LA PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES ET RADIOACTIVES

**par André Larivière,
pour le Réseau « Sortir du nucléaire »**

1) On peut se procurer l'arme nucléaire à partir d'un programme nucléaire civil

(soit par un réacteur produisant de l'énergie électrique, soit par un réacteur de recherche).

D'après Jean-Pierre Dufour, directeur de recherches au CNRS, "le développement d'un programme nucléaire civil est le meilleur moyen pour accéder à la réalisation d'armes atomiques". En fait, d'après lui, "le nucléaire civil contribue de façon cruciale à la prolifération"(1).

Ainsi, l'Irak avait obtenu de M. Chirac - ce grand homme de paix - par un accord passé fin 1975 un réacteur civil nommé Osirak qui a été détruit par les Israéliens en 1981, peu avant que l'Irak n'arrive à l'arme atomique. L'Inde, en 1974, a réalisé son premier essai nucléaire à partir du plutonium (Pu) extrait d'un petit réacteur d'origine canadienne et a continué à fabriquer ses bombes grâce au Pu provenant de ses centrales nucléaires. La France a par ailleurs fourni un réacteur de recherche à Israël qui lui a permis de produire le Pu nécessaire pour son arsenal militaire. D'autres pays (la Corée du Nord, le Pakistan, l'Iran... ô combien actuel !) ont aussi utilisé les mêmes moyens pour les mêmes fins.

Au dire même de deux responsables de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), MM. El Baradai et Rames, la difficulté réside en ceci "qu'il est souvent impossible de distinguer entre les matériaux et les savoirs nécessaires pour produire la bombe et ceux requis pour conduire des recherches et produire de l'énergie". Et ce, d'autant plus que "les efforts pour resserrer les contrôles entrent inévitablement en conflit avec les intérêts commerciaux de l'industrie nucléaire"(3). Ce qui explique du même coup "l'absence d'engagement de la France sur le sujet de la prolifération"(1).

Car autant le Traité de Non-Prolifération (TNP) interdit l'arme nucléaire... à ceux qui ne l'ont pas (pas encore), autant il encourage le développement des programmes d'énergie nucléaire civils. Or, l'achat d'un réacteur et du combustible associé permet :

- ▶ de développer en toute légalité la technologie d'enrichissement de l'uranium (U) si le pays concerné juge qu'il n'en possède pas assez ;
- ▶ de produire du plutonium (Pu) automatiquement. Et en grande quantité ! On récupère 240 kg de Pu dans 24 tonnes de combustible. (Notons que 6 kg de Pu ou 15 kg d'U hautement enrichi suffisent pour fabriquer une bombe.)

Et le plutonium (Pu) civil, quoique de moindre qualité que le Pu militaire, "peut (aussi) être utilisé pour faire des

armes nucléaires puissantes et fiables » (R.L. Galwin, Académie des Sciences, U.S.A., 1998). Les U.S.A. ont d'ailleurs fait des tests probants en ce sens dès 1962 dans le désert du Nevada.

Remarquons en passant que le TNP, daté de 1968, préconise même l'usage des bombes atomiques comme explosifs civils (pour creuser des canaux ou aplanir des montagnes). Et c'est ce qu'a prétendu l'Inde pour justifier son essai atomique de 1974. Effarante sous-estimation des risques de radioactivité et de détournement !

Bref, de tout cela nous retiendrons surtout que "la sortie du nucléaire militaire inclut (inévitablement) celle du nucléaire civil "(1).

2) On peut se procurer de l'Uranium Appauvri (UA) pour produire de nouvelles armes de destruction massive classées "conventionnelles", quoique terriblement radioactives

- ▶ soit à partir de l'enrichissement de l'uranium (U) pour les centrales,
- ▶ soit à partir des déchets radioactifs "retraités" qui sortent des mêmes centrales comme combustible usé ; et à ce moment-là, l' UA contient des traces d'autres produits très radioactifs dont du plutonium (5).

Nous assistons depuis la première guerre du Golfe en 1991, dans l'indifférence générale, à une véritable escalade de ce nouveau type d'armes monstrueuses.

- ▶ Escalade dans les quantités utilisées : 10 tonnes d'UA sur les Balkans (Kosovo), approximativement 500 tonnes sur l'Irak en 1991 et 3 000 tonnes sur l'Afghanistan en mars 2002 (selon R.J. Parsons, journaliste d'investigation spécialisé), et quelque 2000 tonnes en Irak encore au printemps 2003.
- ▶ Escalade dans le nombre de pays (une douzaine) qui en fabriquent, dont Turquie, Russie, Israël, Pakistan, France... et peuvent en utiliser : les armées de près de 50 pays sont aujourd'hui équipées en armes avec UA.

Il nous faut ici préciser que "l'usage militaire de l'UA est un débouché idéal pour l'industrie nucléaire qui en produit chaque année 50 000 tonnes. Les stocks mondiaux actuels sont estimés à près de un million de tonnes"(4). C'est donc pour les pays nucléarisés une bonne manière de se débarrasser de leurs encombrants et dangereux déchets radioactifs coûteux à stocker (et dont personne ne veut chez lui).

Pourtant, l'UA n'est pas anodin ! Il pollue l'environnement pour l'éternité (l'Uranium 238 a une demi-vie de 4,5 milliards d'années ; l'âge de la Terre !) (4). Les poussières d'UA, ingérées ou inhalées, sont "alors plus dangereuses qu'aucune autre toxine connue de la science des hommes" (Prof. A. Durakovic, ancien expert au Pentagone). Elles provoquent cancers, leucémies, malformations congénitales monstrueuses ; et les contaminations s'amplifient avec le temps.

Selon la Convention des armes dites "inhumaines", les armes à l'UA sont illégales car "elles infligent des maux superflus et des souffrances inutiles, elles sont non-discriminantes, causent des atteintes graves et durables à l'environnement et, comme les mines antipersonnel, demeurent meurtrières bien après la fin des conflits".

Mais il existe depuis 1959 "un accord que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a été contrainte de signer avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) qui lui interdit de traiter des question de radiation et de santé publique sans son aval"(4). C'est pourquoi même l'organisation des Nations-Unies reste figée et indifférente face à

ces crimes contre le vivant et le futur. (Et soit dit en passant, c'est cette même connivence entre OMS et AIEA qui explique pourquoi seulement 32 morts ont été reconnus depuis l'immense catastrophe de Tchernobyl.)

Bref, de tout cela nous retiendrons surtout que "la sortie du nucléaire militaire inclut (inévitablement) celle du nucléaire civil "(1) .

L'homme possède maintenant les moyens technologiques de sa bêtise séculaire. En conséquence, sa capacité de nuisance est sans précédent dans l'histoire humaine . Par esprit de prédation et d'accaparement, la guerre est déclarée sous toutes ses formes au vivant et à sa diversité. Il nous faut aller nous battre sur tous les fronts. Tout s'accélère et devient urgent... avant que l'irréparable et l'irréversible, à dimension humaine et planétaire, ne survienne.

Ne perdons pas notre temps à nous arc-bouter sur des intérêts corporatistes à court terme. Osons changer nos esprits et nos gestes. Choisissons le bien commun plutôt que le bien particulier. L'énergie de tous est requise pour sortir des ornières orgueilleuses du mortifère. Et cessons de sombrer dans la naïve euphorie de la techno-science. Il ne s'agit plus ici d'avoir des compétences scientifiques ou autres ; mais simplement d'un peu de bon sens élémentaire :

Si l'humanité n'arrive pas à se débarrasser du nucléaire (civil et militaire), elle est mal partie pour le reste. Car ce nucléaire (civil et militaire) "est la plus grande porte vers l'enfer".

Si cette sorte d'humanité est prête à détruire la planète une quinzaine de fois par l'arme nucléaire sous prétexte de défendre ses territoires et intérêts ;

Si cette sorte d'humanité est prête, pour ses 40 petites années de confort électrique, à risquer sans cesse des Tchernobyl, à léguer des déchets radioactifs aux 1000 générations qui suivront et à aller faire ingérer à ses semblables, à l'autre bout de la planète, ses déchets radioactifs sous forme d'UA...

Peut-être cette sorte d'humanité, par excès de stupidité, ne mérite-t-elle pas de vivre ? Et les gigantesques arsenaux accumulés de toutes parts, tôt ou tard, s'en chargeront. Mais comment ne pas nourrir une grande compassion pour les innocents ? Et d'abord, est-ce bien le monde que nous voulons pour nous-mêmes et nos petits-enfants ?

Si la réponse est : « Non ! », avons-nous d'autres choix que de lutter pour un monde beaucoup plus respectueux de tout et de tous ? (Et peu importe la disproportion des forces en présence.)

Mais par la non-violence, il va sans dire ; car c'est la seule façon de toucher durablement les consciences.

Pour terminer, qu'il nous soit permis de bousculer un peu les mous en leur rappelant la terrible phrase de Brecht : " Vous ne partagez pas nos luttes ; mais vous partagerez nos défaites " .

Le 25 octobre 2003 à Vénissieux lors des 2e JDN.

Références :

1) Jean-Pierre Dufour, physicien nucléaire, directeur de recherche au CNRS.

"Nucléaire civil : vitrine légale du nucléaire militaire " , Lettre d'info du Rézo SDN, printemps 2003.

2) AFP du 21/10/03 , "Nucléaire civil et militaire : des liens plutôt flous" .

3) Jim Green, "The myth of the peaceful atom", Abolition-caucus.

4) Jöelle Pénochet, "Escalade des armes à l'uranium appauvri", paru dans Médecines nouvelles, fin 2002.

5) Jean-Dominique Merchet, Libération du jeudi 8 février 2001 .